



DROIT CONSTITUTIONNEL – FICHE N°24

LA PROCÉDURE LÉGISLATIVE

Le processus législatif, ou la procédure législative, regroupe l'ensemble des actes accomplis par le gouvernement, le Sénat et l'Assemblée nationale, pour parvenir à la création d'une loi à son entrée en vigueur.

Projet de loi ou proposition de loi ?

La différence entre un projet de loi et une proposition de loi est très simple :

- Un projet de loi émane du gouvernement
- Une proposition de loi émane du Parlement

La procédure législative ordinaire

La première étape du processus législatif est le dépôt d'un texte à vocation législative au bureau d'une des assemblées parlementaires.

En fonction de son sujet, le texte est éliminé dans la commission parlementaire la plus appropriée : commission des affaires culturelles et de l'éducation, commission des affaires économiques, commission des affaires sociales, commission du développement durable et de l'aménagement du territoire...

Le texte est ensuite débattu et amendé en assemblée plénière réunie en séance publique, puis transmis à l'autre chambre après son adoption. Après l'approbation du texte par les deux chambres parlementaires, la loi est transmise au président de la République, qui la promulgue.

Le choix de la première assemblée

Pour une loi classique, il n'y a aucune prééminence d'une chambre parlementaire sur l'autre en ce qui concerne le premier examen du texte. Par contre, c'est l'Assemblée nationale qui a la priorité pour les lois de finances et les lois de financement de la sécurité sociale, et c'est le Sénat qui a la priorité pour les lois organisant les collectivités territoriales (article 39 de la Constitution).

La navette parlementaire et la commission mixte paritaire

L'article 45 de la Constitution prévoit que « tout projet ou proposition de loi est examiné successivement dans les deux assemblées du Parlement en vue de l'adoption d'un texte identique. » Néanmoins, afin d'éviter une prolongation sans fin des débats, les délibérations en seconde lecture ne portent que sur les articles divergents (les autres ne pouvant plus faire l'objet d'amendements).

On nomme « navette parlementaire » ce processus de transmission et d'examen successif d'un projet ou d'une proposition de loi par les deux chambres parlementaires. Mais ce processus n'est pas sans fin : après deux lectures dans chaque chambre, il est possible de réunir une commission mixte paritaire.

Cette commission est composée de sept députés et sept sénateurs, dont l'appartenance politique est proportionnelle à celles représentées au sein du Parlement, et a pour mission d'élaborer un texte de compromis entre les deux assemblées. Le texte ainsi préparé par la commission est soumis par le gouvernement pour approbation aux deux assemblées. Et si ce texte n'est pas adopté par les assemblées, le gouvernement peut demander à l'Assemblée nationale de statuer définitivement.

Les procédures législatives particulières

Le processus législatif classique ne s'applique pas pour une révision de la Constitution, qui doit être adoptée dans des termes identiques par les deux chambres (ou par le Parlement réuni en Congrès).

L'adoption des lois organiques, des lois de financement et de lois de financement de la sécurité sociale obéissent également à des règles spécifiques.

- En cas de dernière lecture par l'Assemblée nationale, les lois organiques doivent être adoptées à la majorité absolue de ses membres (et elles doivent être votées dans les mêmes termes par les deux assemblées si elles concernent le Sénat).
- Les projets de loi de finances et les projets de loi de financement de la sécurité sociale sont soumis en premier lieu à l'Assemblée nationale et leurs dispositions peuvent être mises en vigueur par ordonnance si le Parlement ne s'est pas prononcé dans un délai de 70 jours.